

CIRCB
CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"

POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET

DECISION N° 348/019 CIRCB/DG/DAFC

Portant autorisation de versements de la retenue de 10% et la contribution patronale de 12% au titre des droits à pension (PENSION CIVILE) prélevées les salaires de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice et de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole fonctionnaires en détachement au CIRCB mois de novembre 2019

Contrôle Financier Spécialisé auprès du
C.I.R.C.B.

LE DIRECTEUR GENERAL

- Vu** la Constitution
- Vu** la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de l'assuré ;
- Vu** la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;
- Vu** le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu** la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu** la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres entités Publiques pour l'exercice 2019.
- Vu** la résolution n°03/R/CA/CIRCB du 22 janvier 2019 portant adoption du budget pour l'exercice 2019.
- Vu** la décision n°000654/MFPRA/SG/DGC/SDPNF/SPCN/BG portant affectation de Madame TCHINDA, née TENGUE TCHIEKOUA Carole (Mle 675538-J) Cadre contractuel d'administration de 10^{ème} catégorie précédemment en service à la Présidence de la République

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le versement des retenues sociales (PENSION CIVILE) : XAF 153.109 (Cent cinquante trois mille cent neuf francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice et de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole fonctionnaires en détachement au CIRCB. Ledit versement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2019 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620500 « cotisations à l'Etat (Fonctionnaire en détachement) » exercice 2019.

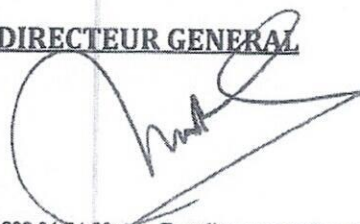
Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- SAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le _____

LE DIRECTEUR GENERAL



CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BRYA"

PROJET DE RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

ORDRE DE PAYEMENT N° 2348/019
BUDGETAIRE : 2013

Année budgétaire	2013
Sous-programme	004
Action	05
Article	100-500
Paragraphe	620500

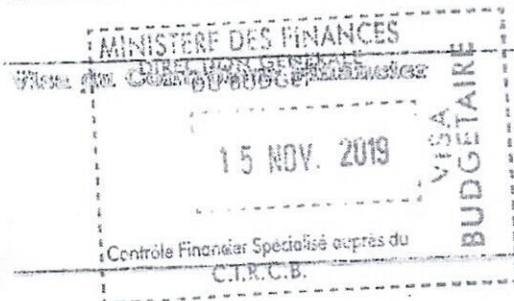
Année budgétaire	Sous-programme	Action	Article	Paragraphe
2013	004	05	100-500	620500

Objet de la dépense	N° de Contrat	Imputation	Montant
Retenus de 20% et 10% sur les honoraires versés par le titulaire des services à personnel, matériel, sous-traitants matérielles, des fonctionnaires murs de novembre 2013		2013 004 05 100 500 620 500	#153.109#

Comptes à débiter :	Montant à précompter	
---------------------	----------------------	--

Pièces justificatives :	Montant net à payer	#153.109#
-------------------------	---------------------	-----------

Pour acquies à la somme de (En lettres) :	Arrêté le présent mandat à la somme de (En lettres) : Cent cinquante-trois mille cent cinquante-neuf francs CFA
---	---



Signature de l'Ordonnateur

[Signature]

Date :

Vu bon à payer pour la somme de :

Paiement par virement

Compte à Crédit :
Récapitulatif :
Établissement :
Département :
Agence de :

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 2416/019 CIRCB/DG/DAFC

Portant autorisation de reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) prélevées sur les salaires du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint du CIRCB mois de novembre 2019.

LE DIRECTEUR GENERAL

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu la résolution N°0005/2014/R/CIRCB/COGE du 17 janvier 2014 adoptant le budget 2014 du CIRCB ;
- Vu la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres entités Publiques pour l'exercice 2019.
- Vu la résolution n°03/R/CA/CIRCB du 22 janvier 2019 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2019.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

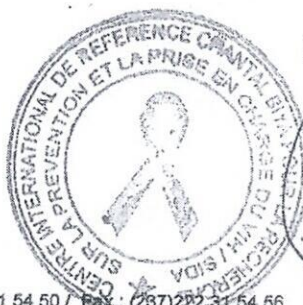
• **Article 1^{er}** : il est autorisé le reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) : XAF 31.500 (trente un mille cinq cent francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Général Adjoint et XAF 31.757 (Trente un mille sept cent cinquante sept francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur Général. Ledit reversement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2019 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620400 «cotisation CNPS(part salariale) »exercice 2019.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- SAFC
- Contrôleur Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le 22.01.2019

LE DIRECTEUR GENERAL

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"

POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

ORDRE DE PAIEMENT EXERCICE BUDGETAIRE : 2019 N°

2010

Année Budgétaire	2013
Sous-programme	004
Action	02
Article	100 000
Paragraphe	60000

Année budgétaire				Sous-programme				Action				Article				Paragraphe			
2	0	1	9	0	0	4	0	5	1	0	0	0	0	0	6	2	0	4	0

Objet de la dépense	N° BC ou Contrat	Imputation	Montant
Régime de l'Éducation (Mairie)		409 000 € 5	
Régime de l'Éducation (Mairie)		100 000 € 6	
Régime de l'Éducation (Mairie)		400	# 37.757 #
Régime de l'Éducation (Mairie)			

Comptes à débiter :	Montant à précompter
---------------------	----------------------

Pièces justificatives :	Montant net à payer	# 30.757 #
-------------------------------	---------------------	------------

Pour acquis à la somme de (En lettres) :

Visa du Contrôleur Financier 29 NOV 2019

Signature de l'Ordonnateur

DATE _____

Vu bon à payer pour la s
de :

Paieement par virement

Compte à Crédit.....
 Bénéficiaire :.....
 Etablissement.....
 bancaire.....
 Agence de.....